

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

OBJET DU MARCHE

MARCHE DE SERVICES

Inventaires, cartographies et préconisations de gestion
écologique des sites gérés par Ports de Lille

Marché passé selon une procédure adaptée

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Entité adjudicatrice :

PORTS DE LILLE– C.C.I.H.D.F.
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché :

Le marché a pour objet la réalisation d'inventaires détaillés de la faune, de la flore (y compris les arbres) et des habitats présents sur les sites de Ports de Lille en région Hauts-de-France.

Des inventaires flore et oiseaux ont été réalisés en 2019 et 2020 sur les ports de Santes et Lille (voir Annexe 1). De plus, sur le port de Santes ont été réalisés : depuis 2020, un suivi annuel des orchidées sur les parcelles des bâtiments 8, 12 et 37 (Voir Annexe 2) et un diagnostic écologique de la parcelle 53 en 2021 (Annexe 4). Pour finir, sur le port de Lille, un inventaire piscicole et macro-invertébrés dans la darse 1 a été effectué en juin 2021 (Annexe 3). Ces documents sont disponibles en annexes du CCTP.

L'entreprise titulaire du marché procédera à la réalisation de la cartographie au format SIG des sites, au pointage GPS des espèces patrimoniales identifiées lors des inventaires et donnera des prescriptions de gestion pour la conservation, la protection et l'entretien de ces espèces et habitats.

Les plans des sites et le planning estimatif de la mission sont fournis en annexes 5 et 6 du CCTP.

Le marché est divisé en tranches : une (1) tranche ferme et quatre (4) tranches optionnelles décrites à l'article 2.4 du présent règlement de consultation.

La mission confiée au Titulaire est divisée en 4 phases décrites à l'article 3 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Il est précisé que le contenu de chacune des phases correspond à une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG PI 2021. Ainsi, l'arrêt des prestations d'une phase entraîne une résiliation, sans indemnité, du marché conformément à l'article 7.4 du présent CCAP.

La description technique des prestations est précisée dans le CCTP.

1.2 – Allotissement / tranches du marché :

1.2.1 - Allotissement du marché

Le marché n'est pas alloti.

1.2.2 – Division en tranches

Le marché comporte :

- **Une tranche ferme :**
 - Année 1 : Port de Santes, Port de Wambrechies, Port de Loos-Sequedin et Port d'Halluin 2 ;
 - Année 2 : Port de Lille, Port de Harnes et Port d'Arques.
- **Quatre tranches optionnelles :**

- Port de Douai,
- Port de Marquette.
- Port d'Houplin-Ancoisne
- Port d'Halluin 1

Le tableau ci-dessous, présente les superficies totales des ports ainsi que la répartition de la réalisation des prestations par tranche et par année :

Tranche ferme						
Année 1		Surface		Année 2		Surface
Port de Santes		96 ha		Port de Lille		57 ha
Port de Wambrechies		28 ha		Port de Harnes		12,4 ha
Port de Loos-Sequedin		5,4 ha		Port d'Arques		15,6 ha
Port d'Halluin 2		1.3 ha				
Surface totale année 1		102,7 ha		Surface totale année 2		85 ha
Tranche optionnelle 1						
Port de Douai		1 ha				
Tranche optionnelle 2						
Port de Marquette		0,5 ha				
Tranche optionnelle 3						
Port de Houplin-Ancoisne		13,4 ha				
Tranche optionnelle 4						
Port d'Halluin 1		23,9 ha				

1.3 – Dispositions générales :

1.3.1 – Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail :

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera de 10% du montant du marché.

Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

1.3.2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire du ou des lots entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment les articles L2410-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1.3.3 – Assurances :

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1.4 – Définition des parties contractantes :

1.4.1 – Cotraitant

Pour le présent marché, les titulaires du marché sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'entité adjudicatrice, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de l'entité adjudicatrice est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.4.2 – Représentation de l'entité adjudicatrice pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du marché, l'entité adjudicatrice est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par : **Monsieur le Président de la CCI Hauts de France.**

1.5 – Autres obligations

1.5.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché conformément aux articles L2193-1 et suivants et les articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique

En application des dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Ports de Lille CCIHDF, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par Ports de Lille C.C.I.H.D.F.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-PI 2021.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants et des articles 2143-6 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En outre, il doit fournir les documents suivants à l'appui de sa demande :

- Formulaire DC4 dûment signé en original par le Titulaire et le sous-traitant. L'agrément n'est pas accordé lorsque les 2 signatures (Titulaire et sous-traitant) ne sont pas originales.
- Formulaire DC2 dûment rempli.
- Déclaration du Chiffre d'affaires des 3 dernières années.
- Déclaration des effectifs des 3 dernières années.
- Les principales références similaires à l'objet du marché.
- Les qualifications et certificats et habilitations éventuelles.
- Extrait KBIS de moins de 3 mois.
- Attestation d'assurance valide
- Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois.
- Attestation de régularité fiscale.
- Avis de situation au répertoire SIRENE.
- RIB du sous-traitant.
- Fiche de demande de création fournisseur (le SIRET à indiquer dans cette fiche est le SIRET qui sera utilisé pour la transmission des factures sur Chorus Pro).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 39.1 du CCAG-PI 2021).

En cas de sous-traitance autorisée, le titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent en vertu du marché.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels, notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues au présent cahier des charges.

1.5.2 - Confidentialité – Protection des données à caractère personnel et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'entité adjudicatrice qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'entité adjudicatrice sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments

ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'entité adjudicatrice dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

c) Règlement Général de Protection des Données à caractère personnel

Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement RGPD susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché public.
- traiter les données conformément aux instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre.
- respecter la confidentialité ou se soumettre à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D.

- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- mettre à la disposition de Ports de Lille – CCI Hauts de France toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de Ports de Lille – CCI Hauts de France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Ports de Lille – CCI Hauts de France.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer Ports de Lille – CCI Hauts de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En tout état de cause, le Titulaire et Ports de Lille – CCI Hauts de France garantissent les points suivants dans le cadre de l'exécution du présent marché :

Toute personne dont les données sont traitées dans le cadre du présent marché a le droit d'en savoir plus sur ses droits, de retirer son consentement ou demander l'effacement de ses données à caractère personnel en le demandant à la DPO de la CCI Hauts de France à l'adresse suivante : dpo@hautsdefrance.cci.fr

La CCI Hauts-de-France s'engage ainsi à cesser l'utilisation de ses données à caractère personnel ou le cas échéant à détruire les données concernées. La personne peut également, s'il estime après avoir contacté la DPO, que ses droits sur ses données ne sont pas respectés, adresser une réclamation à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).

ARTICLE 2. – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 – Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Inventaires flore et oiseaux, ports de Lille et Santes
 - Annexe 2 : Suivi orchidées, port de Santes
 - Annexe 3 : Inventaire piscicole et macro invertébrés, darse 1, port de Lille.
 - Annexe 4 : Inventaires parcelle 53, port de Santes.
 - Annexe 5 : Plans des sites portuaires.

- Annexe 6 : Planning prévisionnel de la mission

- Le mémoire technique du Titulaire.

Le candidat est invité à joindre les documents demandés en annexes du mémoire technique (modèle de préconisations, modèle de cartographies, ...).

2.2 – Pièces générales

- L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI 2021).
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.2.2 du présent CCAP.

ARTICLE 3. – PRIX – REGLEMENT DANS LES COMPTES

3.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes

3.1.1 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI 2021, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

3.1.2 – Calcul du montant

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application de la décomposition du prix global et forfaitaire dont le montant est indiqué en chiffres et en lettres dans l'acte d'engagement (DPGF).

3.1.3 – Modalités de règlement des comptes

La date de réception par le représentant de l'entité adjudicatrice de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit les articles R2192-13 du code de la commande publique, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

La demande de paiement doit être établie dans le respect des dispositions du présent CCAP et de l'ensemble des pièces contractuelles du marché. Le paiement se fera suivant les échéances :

- **Les prestations de la phase 1 – I.1 Méthodologie et suivi de la mission** – seront payées à l'avancement.

- **Les prestations de la phase 2** – I.2. Diagnostic écologique – seront payées à l'issue des réalisations de chaque période d'inventaire (haute/ basse saison) de chaque tranche puis à la réception et validation par Ports de Lille des rapports d'inventaires, cartographiques et plan de préconisations provisoire pour l'année concernée.
- **Les prestations relatives aux rapports** (I.3 – Rapport de préconisations) seront payées après réception et validation par Ports de Lille du rapport final de préconisations, plan d'actions et d'investissement.

NB : ces règles s'appliquent à la fois aux modalités de paiement des prestations des tranches fermes et tranches optionnelles.

3.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

3.1.5 – Utilisation obligatoire de Chorus Pro pour la transmission des factures

L'ensemble des entreprises titulaires de marchés publics ou d'accord cadre ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures de manière dématérialisée via Chorus Pro : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Les éléments à renseigner sur Chorus Pro dans le cadre de la transmission des factures sont :

Numéro SIRET du maître d'ouvrage	CCI de région Hauts de France 130 022 718 00014
Code service	506
Numéro d'engagement juridique	Ce numéro apparaîtra sur le bon de commande/engagement.

Les factures qui ne seraient pas transmises via Chorus Pro ne pourront pas être traitées.

3.2 – Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1 – Modalités de révision des prix

Les prix du présent marché sont révisables chaque année à sa date anniversaire.

Pour la révision des prix, il sera fait application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times I_n/I_0)$$

Avec : **P** = prix révisé

P₀ = prix de base

I : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 MC – Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques – Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766359 (Source : INSEE)

I_n = dernier indice connu au moment de la révision.

I₀ = indice initial correspondant au dernier indice définitif connu à la date de signature du marché.

La périodicité de la révision est annuelle, à compter de la date anniversaire de la date d'effet du marché. La première révision interviendra à la 1^{ère} date anniversaire du marché.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La révision se fera avec des indices définitifs. Il n'y a pas de révision provisoire.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La demande de révision doit émaner du Titulaire du marché. Elle doit parvenir à l'entité adjudicatrice au plus tard à la date anniversaire. Passé ce délai, la révision sera appliquée l'année suivante

3.2.2 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0) et figure en première page de l'acte d'engagement.

Ce mois correspond au mois de la date limite de remise des offres. Ainsi, en cas de négociation ou de modification de la date limite de remise des offres, le « mois zéro » sera celui de la date limite de remise des offres (même si le mois figurant en page 1 de l'acte d'engagement n'a pas été modifié dans ce sens)

3.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.3 – Modalités de présentation du paiement

Lorsque le titulaire remet à l'entité adjudicatrice une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références du marché, de chaque avenant (éventuel), du bon de commande (éventuel)
- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations effectuées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI 2021 ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations effectuées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

ARTICLE 4. – DUREE DU MARCHE ET DELAI DE REALISATION – PENALITE, PRIMES ET RETENUES

4.1 – Durée du marché

La durée du marché est de 3 ans à compter de la date fixée dans l'acte d'engagement.

4.2 – Pénalités – Généralités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG- PI 2021, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation du retard par l'entité adjudicatrice.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application d'autres mesures coercitives. L'application des pénalités de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes du titulaire. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG- PI 2021, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **1 000 €** pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI 2021 en vigueur, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

4.2.1 – Retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI 2021, en cas de retard constaté dans l'exécution des prestations, l'entité adjudicatrice se réserve le droit sans mise en demeure préalable d'établir les pénalités suivantes :

- 50 euros par jour calendaire en cas de retard dans la réalisation des prestations : réalisation des inventaires et rapports de préconisations ;
- 30 euros par jour calendaire en cas de retard dans la production de cartographies ;
- 25 euros par jour calendaire en cas de retard dans la transmission des documents suivants : Comptes-rendus des réunions, rapports de mi-parcours ;

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, ces pénalités sont dues quel que soit leur montant et le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total dépasse 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

4.2.2 – Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du code du travail

Sur demande écrite du représentant de l'entité adjudicatrice, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés aux articles D8222-5 et 7 du code du travail.

Une pénalité journalière de **200€** sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant de l'entité adjudicatrice aura fixé dans son courrier.

4.2.3 – Sous-traitance

Conformément à l'article L2193-7 du code de la commande publique, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant de l'entité adjudicatrice lorsque celui-ci en fait la demande.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG PI 2021, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **200 €** par jour de retard.

4.2.4 – Production des attestations d'assurance

Conformément à l'article 1.3.3 du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances à l'entité adjudicatrice dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

4.2.5 – Pénalités relatives au RGPD

En cas de non-respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel (RGPD), une pénalité forfaitaire de 5 000€ sera appliquée.

L'application de cette pénalité ne fait pas obstacle à la prise d'autres mesures contraignantes comme la résiliation du marché pour faute du Titulaire.

ARTICLE 5. – AVANCE FORFAITAIRE

Il n'est pas prévu d'avance forfaitaire dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 6. – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

1- Conditions générales d'exécution

Le titulaire s'engage à mettre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le CCTP et dans l'ensemble des pièces contractuelles.

Pendant la durée du marché, le représentant de l'entité adjudicatrice se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire le remplacement d'un ou de plusieurs membres du personnel, voire de refuser l'accès total ou partiel aux sites de Ports de Lille. Les motifs de ce refus seront portés à la connaissance du Titulaire du marché.

En cas de demande de remplacement d'un ou des membres de son personnel, le Titulaire y procède sans délai et au plus tard dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la réception de Ports de Lille.

Les modalités précises d'exécution de la mission sont fixées par ailleurs au CCTP.

2- Changement / remplacement de personnel

Le titulaire s'engageant à une obligation de résultats, il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par l'entité adjudicatrice, les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Il devra tenir compte de la nature et de l'étendue des prestations dans l'affectation des équipes. Il est clairement précisé que les tranches optionnelles pourront être affermies avant la fin de réalisation de la tranche ferme. La décision d'affermissement pourrait même intervenir en même temps que la notification du marché faisant courir les délais d'exécution de la tranche ferme.

Le titulaire s'interdit de procéder au remplacement de l'équipe affectée au marché (ou même un membre de l'équipe), sans en avoir informé l'entité adjudicatrice.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-PI 2021 dans le cas où le titulaire présenterait au représentant de l'entité adjudicatrice un remplaçant à la (ou les) personne (s) physique (s) nommément désignée (s) comme faisant partie de l'équipe affectée au marché.

Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle, de références et d'une compétence au moins équivalente à celles de la personne désignée. A défaut, le remplaçant sera refusé.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI 2021, le titulaire dispose d'un délai de huit (8) jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

ARTICLE 7. – RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI 2021 (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

7.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'entité adjudicatrice décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI 2021, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

7.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-PI 2021, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI 2021, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'entité adjudicatrice est rémunérée avec un abattement de 5%.

Le pourcentage d'abattement est fixé à 10%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévues aux c), j), k) et l) de l'article 39.1 du CCAG-PI 2021.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant. Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

7.3 – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 27 du CCAG-PI 2021, l'entité adjudicatrice peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire. Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI 2021, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

7.4 – Résiliation en cas de décision d'arrêt d'exécution d'une phase de la prestation

Conformément à l'article 2-2 du présent CCP, l'entité adjudicatrice peut décider de ne pas poursuivre l'exécution de la prestation au terme d'une phase.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation sans indemnité du marché.

ARTICLE 8. – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de difficulté ou de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation du présent contrat, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Lille.

Toutefois, les parties peuvent décider d'un commun accord de soumettre le différend à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges.

ARTICLE 9. – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCAP	Dérogation	Article du CCAG-PI
2	Pièces contractuelles	4.1
4.2	Pénalités – Généralités	14.1.1, 3.2.4, 14.1.3, 14.1.2, 14.1
4.2.1	Pénalités pour retard d'exécution	14.1, 14.1.3, 14.1.2
4.2.3	Sous-traitance	3.6.3
6.2	Changement / remplacement de personnel	3.4.3
7	Résiliation	Chapitre 7 (articles 36 à 42)
7.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire	41.3
7.3	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	27.1

A Le.....

Le Titulaire

Signature + cachet précédé de « Lu et approuvé »